
Les peuples d'Europe orientale, éternels sacrifiés

Eugène Silianoff

Ces peuples opprimés par deux empires, dominés puis satellisés par deux totalitarismes n'ont été maîtres de leur destinée que durant de brèves périodes de leur histoire contemporaine.

L'universitaire allemand de Göttingen spécialiste des langues orientales, Paul De Lagarde, écrivait en 1863 que l'Allemagne avait trop de princes et l'Autriche trop de peuples et qu'il valait mieux céder les premiers aux seconds. Sa conclusion: l'Europe centrale dont l'Autriche devait être colonisée par l'Allemagne. Outre les prodromes de l'Anschluss, cela montre que les peuples de l'Empire des Habsbourg devaient être traités comme des matériaux servant à une construction germanique. Les idées de De Lagarde ont été reprises par les nazis au début des années trente. Il pensait aussi que les autres peuples soumis "au joug ottoman" se donneraient, à l'heure de leur libération, des princes allemands. D'abord la Grèce, puis la Moldavie-Valachie et enfin la Bulgarie. Seule la Serbie avait encore une dynastie propre.

A la fin du XIXème siècle, la continuité de l'Empire des Habsbourg était considérée comme une nécessité pour la cour et pour les chancelleries occidentales. D'ailleurs Georges Clemenceau disait que si l'Autriche-Hongrie n'existait pas, il faudrait l'inventer. Pourtant la carte de l'Europe issue de la Première guerre mondiale témoigne d'une méconnaissance quasi absurde des problèmes nationaux. Même les Tchèques Benès et Masaryk ne conçoivent leur nouvel Etat que dans le cadre d'une fédération habsbourgeoise. De même pour le socialiste Karl Renner qui fut le premier chancelier de la République autrichienne.

Friedrich Naumann, à cette époque, avait conçu l'idée d'une troisième force (déjà!) entre les Anglo-saxons et les Russes. A cette troisième force germanique les 10 millions de Magyars, les 8 millions de Tchèques, les 5 millions de Polonais et les Slovaques, les Ruthènes, les Croates et les autres devaient s'agréger. Au total il n'y avait que 30% d'Autrichiens.

La situation née du traité de Saint-Germain en 1919 est désastreuse. Le nouvel Etat autrichien se retrouve réduit à 4 millions d'habitants dont les deux-tiers vivent à Vienne. La Hongrie amputée de nombre de territoires garde tout de même 8 millions d'habitants. Même configuration en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Yougoslavie. Bref, l'ancienne Europe centrale laisse la place aux combinaisons de la "Petite Entente".

A la veille de la Première guerre mondiale Friedrich Naumann n'occultait pas le problème incontournable des nationalités. Ce qui le préoccupait, c'était la direction de cette "troisième force" qui ne pouvait qu'être allemande. D'autant que les vues de l'époque concernant les nations sont basées sur l'idée qu'il y aura toujours les grandes puissances et les petits peuples. Pour les grands esprits libéraux, les grandes puissances devaient être des protecteurs éclairés et bons, tenant compte de la culture populaire et des caractères propres des petits peuples. Mais ces derniers devaient être gouvernés par le centre avec une large autonomie administrative. Ces projets fédéralistes sous leurs formes les plus diverses avaient pour but principal de conserver l'aire centre-européenne sous direction allemande ou autrichienne.

Quant aux extrémistes précurseurs d'Hitler, plus nombreux en Autriche qu'en Allemagne (Schönerer à Linz, Lueger à Vienne, Franz Von Litz...), ils sont convaincus que certains

peuples ont une vocation de serfs. Pour eux, les Slaves sont destinés à l'agriculture et doivent se retirer dans les campagnes. Ainsi, les auteurs allemands qui recherchent des solutions aux problèmes de l'Europe centrale ne pensent jamais en terme de droits des nationalités. Finalement à l'heure de la conférence de la paix c'est un homme étranger à l'Europe, le président Wilson, qui avec ses 14 points apporte l'idée d'autodétermination des peuples soumis.

Quant à la France, à Versailles elle est uniquement préoccupée d'établir un solide cordon sanitaire autour du militarisme allemand par deux moyens: en gonflant le territoire de ses futurs clients de terres et de populations, même étrangères; en créant un nouveau réseau d'alliance dont la Petite Entente sera la plus caractéristique.

Il y a dans l'acceptation du fait impérial par le peuple tchèque, jusqu'à Masaryk, quelque chose d'anachronique tenant à des raisons superficielles. Elles s'évanouiront en un clin d'_il lorsque dès le début de la Grande guerre apparaissent les chances d'une indépendance nationale.

Durant le long règne de l'empereur François-Joseph (1848-1918), les idées fédéralistes étaient encore considéré comme d'ingénieuses utopies et ceux qui percevaient les signes inquiétants du craquement futur, ne recherchaient des solutions que dans le cadre de la monarchie. Ils pensaient transformer la double monarchie austro-hongroise en triple monarchie austro-hongro-slave.

Au lendemain de la Première guerre, les idées fédéralistes reflourissent, comme les projet du Français Briand ou du Hongrois Coudenhove-Calergi. Mais le fédéralisme européen n'avait guère de succès et le découpage de l'Europe paraissait définitif. Il a fallu attendre 1945 pour voir apparaître dans la région un Etat fédéraliste: la Yougoslavie.

La guerre en Bosnie a pris de telles proportions qu'on a fini par évoquer le calme relatif de la période titiste avec son fédéralisme. Après les règlements de comptes entre Serbes et Croates durant la Deuxième guerre mondiale et à la Libération, une stabilité s'était établi dans les six républiques yougoslaves. Mais la Serbie continuait à avoir le plus dur et le mieux organisé des partis communistes tout en dominant l'armée. Pour contrebalancer cette influence, Tito avait accordé une certaine autonomie aux républiques. Pour la première fois, l'Eglise orthodoxe macédonienne ne dépendait plus du

patriarcat serbe. Les libertés individuelles des Macédoniens étaient infiniment mieux respectées que sous le régime policier du roi Alexandre qui poursuivait obstinément leur assimilation.

Tito avait adopté une solution "fédéraliste" pour maintenir l'équilibre entre les républiques et contrebalancer l'influence serbe. Il faut cependant ne pas perdre de vue que le régime de Tito était une dictature communiste. La paix de la Yougoslavie titiste était celle qui régnait dans les autres démocraties populaires.

Lorsqu'on fait des efforts hypocrites pour rechercher les causes de la tragédie bosniaque, on se garde généralement de remonter à sa source. On évoque par facilité la multitude des communautés ethniques et leur imbrication rendant impossible de tracer des frontières correspondant à chacun des peuples. Il est surprenant qu'on ne mentionne jamais la responsabilité des auteurs du système de Versailles et principalement de la France de Clemenceau. Ils ont gorgé de nouvelles terres la minuscule Serbie qui avait moins de trois millions d'habitants avant la première guerre balkanique de 1912 et qui était un des plus petits Etats des Balkans malgré l'annexion d'un tiers de la Macédoine en 1913. La système de Versailles en a fait le puissant Etat de Serbie-Croatie-Slovénie avec plus de vingt millions d'habitants aujourd'hui.

Les luttes acharnées des peuples croate et macédonien contre l'autoritarisme chauvin de Belgrade datent d'avant les années trente. L'attentat de Marseille en 1934 contre le roi Alexandre est particulièrement significatif à cet égard puisqu'il est l'expression de la révolte combinée de trois peuples sacrifiés à la conférence de Paris. L'exécutant désigné était un Macédonien émigré en Bulgarie (Tchernozemsky) membre de l'ORIM (Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne). Il était venu en France avec un passeport hongrois au nom de Relemen, après avoir été entraîné dans un camp d'oustachis croates en Hongrie.

Les Croates, différents des Serbes par leur tradition nationale et par leur religion et par leur développement économique et social, se considèrent supérieur aux Serbes. Ils ont manifesté leur opposition à Belgrade immédiatement après la constitution du royaume des Serbes-Croates et des Slovènes, vite transformé en un royaume centralisé. Bien plus dramatique fut le sort des Macédoniens considérés alors

comme des Bulgares. Belgrade interdit tout usage du terme de Macédoine, remplacé par celui de Serbie du sud.

La hâte de la Croatie à proclamer son indépendance, dès 1991, s'explique donc facilement. Il ne s'agit pas non plus d'opposition entre catholiques et orthodoxes. Quarante ans d'athéisme officiel ont atténué la ferveur des catholiques. Quant aux Serbes, de tout temps, ils étaient avec les Bulgares les moins croyants des Balkans.

Aux reproches adressés aux auteurs du système de Versailles, ces derniers répondaient qu'ils avaient voulu affaiblir l'agressivité de l'Allemagne en l'entourant d'un cordon sanitaire de petits alliés. En parlant de la Petite Entente, un auteur fit remarquer que si tel était le cas, il aurait mieux valu morceler l'Allemagne plutôt que l'Empire des Habsbourg. L'Allemagne est devenu le IIIème Reich conquérant puis défait. Les provinces de Prusse orientale ont été données à l'URSS et à la Pologne, l'Allemagne est, elle-même, coupée en deux, ce qui ne déplaisait pas à de nombreux politiciens français ("J'aime tellement l'Allemagne que je préfère qu'il y en ait deux"). Aujourd'hui, elle est réunifiée et est en passe de devenir la principale puissance de l'Europe continentale. La boucle est bouclée; retour à la case départ. Lors de la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie par Helmut Kohl, il s'est trouvé des hommes politiques au plus haut niveau, qui croyait qu'il fallait refaire une Grande Serbie servant d'Etat tampon. Ce sont des vues qui remontent à l'époque de la Première guerre mondiale et de la conférence de Paris, voire du congrès de Vienne (1815) et du traité de Berlin (1878) lorsqu'ont été réglés les problèmes balkaniques au gré des grandes puissances et de leur politique de zones d'influence. Les premiers partages iniques de cette région appelée "la poudrière de l'Europe" remontent à cette époque lointaine. La Première guerre mondiale, qui a sa source à Sarajevo, comme la menace qui pèse actuellement sur les Balkans, sembleraient confirmer l'idée que les Balkans sont toujours source de conflits.

La vérité est que les peuples opprimés par deux Empires, dominés puis satellisés par deux totalitarismes n'ont été maîtres de leurs destinées que durant quelques brèves périodes de leur histoire contemporaine. De nouveau, plusieurs peuples de l'ex-Yougoslavie s'achemine vers un avenir sombre. Les puissances européennes sont restées

imperturbables face à l'agression serbe en Dalmatie où n'existait aucun argument ethnique, puis en Bosnie où il était possible, au début, d'arrêter les massacres des populations civiles au moyen d'interventions aériennes ponctuelles mais sévères, sans engagement de forces terrestres. On a envoyé des casques bleus en les condamnant à l'inaction totale et en prenant soin de laisser entendre aux forces serbes que leur présence serait exclusivement humanitaire.

Les opérations militaires cesseront avec l'établissement de la Grande Serbie. On fera aux grandes puissances l'honneur de croire qu'elles savent déjà qu'aucune promesse des autorités serbes garantissant les droits des populations asservies ne sera tenue. Le million d'Albanais du Kosovo et les Macédoniens dont les grandes puissances refusent jusqu'au nom, sont tombés ou risquent de retomber sous la coupe des autorités de Belgrade et de Pale, à la merci des tueurs désignés aujourd'hui comme criminels de guerre et qu'aucun tribunal ne jugera jamais.

Eugène Silianoff, est journaliste et a été diplomate — pour son pays, la Bulgarie — jusqu'en 1947.